

# La journée du 2 Juin

Association Catholique des Ouvriers

ou les

Votez tous pour le **JO 2**

## Conjoints mal assortis.

---

Les deux Gauches, la socialiste et la libérale-radicalo veulent gouverner le pays. Le 2 juin le pays émettra son avis.

Pour que les deux Gauches gouvernent le pays, il est indispensable qu'elles soient d'accord sur un certain nombre de points. Cet accord n'existe pas. A Gand, en novembre 1910, devant les étudiants libéraux, M. Hymans, au nom de la Gauche libérale, a déclaré qu'une condition de l'accord c'est que le parti socialiste adopte *une tactique sage, une compréhension nette du tempérament belge et des nécessités supérieures d'une politique vraiment nationale.*

Et par *politique vraiment nationale*, M. Hymans

entend que *la nation tient fermement à ses institutions fondamentales*, à tel point que *« toute politique qui les mettrait en question rencontrerait la réprobation publique »*. Cette condition a été repoussée avec mépris par l'organe officiel du parti socialiste; à la Chambre, M. Vandervelde, chef du parti, a confirmé le langage du *Peuple*, et, pour confondre M. Hymans, a crié à tue tête, à ses oreilles : *Vive la Commune!*

Le parti socialiste est résolument collectiviste, c'est-à-dire ennemi de la propriété privée, et républicain. *Le principe républicain inscrit à notre charte, dit le Peuple, ne peut pas plus être parmi nous mis en discussion que nos autres articles de foi, par exemple, la transformation du régime capitaliste en régime collectiviste... Sur aucun de ces points fondamentaux, il n'y aura ni compromission, ni fléchissement dans notre politique.*

Pour les libéraux, donc, *le parti socialiste est un danger public; il prêche la guerre des classes, du travail et du capital, de l'ouvrier et du patron; il représente la tyrannie des meneurs, l'asservissement et la destruction de la propriété individuelle, l'anéantissement du commerce et de l'industrie... Ces nouveaux barbares menacent la liberté et la civilisation elle-même.* Ainsi s'exprimèrent MM. Dupont et Neujean, tous deux ministres d'Etat de la gauche libérale.

Comment les libéraux pourraient-ils gouverner avec ces *« barbares »* ?

Aussi le *Temps*, le grand organe anti-catholique de Paris, disait-il, il y a deux ans: *nos voisins avec leur esprit pratique se demandent ce que vaudra pour l'action gouvernementale une majorité où les collectivistes voisineront avec les radicaux bourgeois.*

*Ce n'est pas au nom des intérêts ouvriers que les chefs*

socialistes marchent avec les chefs libéraux. Vooruit, leur principal organe flamand, l'a dit, il y a un an : *l'anti-cléricalisme des libéraux n'est qu'un soporifique pour les ouvriers... Toutes les calottes seraient à bas demain, nous n'en serions pas plus riches pour cela.*

Supprimez le budget des cultes, *cela ne couvrira pas les dépenses résultant de l'œuvre de laïcisation.* Dissolvez toutes les congrégations, laïcisez tout l'enseignement, fourrez les prêtres à la caserne, *rien ne sera changé, ni amélioré pour les ouvriers,* a ajouté le Vooruit.

Alors pourquoi le cartel ?

Les ouvriers n'y sont pas intéressés, au contraire, — car enfin :

1° Le *Peuple* a reconnu et des députés socialistes, tel Bertrand, ont reconnu que la Belgique (gouvernée depuis 28 ans par les catholiques) est un pays très prospère, très riche, que les affaires y marchent admirablement ;

2° Le *Peuple* a proclamé que les œuvres sociales (c'est-à-dire au profit des ouvriers) des catholiques belges sont les plus parfaites et les mieux agencées qui soient au monde ;

3° Paul Janson professe que le vote plural (introduit par les catholiques et les radicaux) a créé une situation politique favorable à la démocratie, qu'il a contribué à réaliser des réformes sociales qu'il serait trop long d'énumérer ;

4° M. Vandervelde reconnaît sans difficulté que le plus grand nombre de religieux et de religieuses vivent une vie de sacrifices, de dévouement, d'abnégation, à laquelle il serait souverainement injuste de ne pas rendre hommage ;

5° le même déclare incontestable que si les écoles con-

*gréganistes n'existaient pas, le service de l'enseignement primaire coûterait aux contribuables bien plus encore.*

M. Picard, ex-sénateur socialiste, a caractérisé d'un mot : « tyrannie » l'anti-cléricalisme fanatique du Bloc français. Le cartel belge n'a pas d'autre raison d'être.

Tandis que les socialistes dénoncent le parti libéral comme un *cadavre*, les libéraux considèrent les socialistes comme des *courtisans* du peuple, auquel ils coûtent très cher. Mais le *cadavre* et les *courtisans* onéreux du peuple s'accordent pour obliger les pauvres gens à envoyer leurs enfants aux écoles *neutres*, tout en avouant que ces écoles ne sont pas neutres, ne peuvent pas l'être. Tyrannie ! Intolérance ! Mépris de la conscience individuelle des gens du peuple !

Dans aucun pays du monde, ni la vie n'est à si bon compte, ni l'ouvrier n'est plus libre, ni plus de lois tendent à améliorer son sort, ni les impôts ne sont moins lourds : tout cela, après 28 ans du *gouvernement des curés* ! C'est pourquoi, d'après les maçons qui ont consenti le cartel dans un but exclusivement anti-religieux, il faut tout bouleverser sous le commandement des Bleus, qui sont des bourgeois, et des Rouges, qui veulent supprimer la bourgeoisie et ses biens.

Ils croient y arriver. Ils se représentent sous les traits de l'iceberg broyant le *Titanic* qui porte la Droite et le Gouvernement. Le 2 juin, un soleil superbe se lèvera, fera fondre l'iceberg et sous les yeux ahuris des deux Gauches, le navire, le vieux, l'indestructible navire qui porte la Droite et le Gouvernement à travers toutes les tempêtes depuis 28 ans, continuera tranquillement sa marche triomphale...

---

## L'enjeu de la Bataille du 2 Juin.

Qu'arrivera-t-il si les électeurs envoient au Parlement une majorité de « libéraux » et de socialistes ?

— Le pouvoir passera à gauche. La Belgique connaîtra le régime du Bloc à l'exemple de la France.

René Gérard, avocat anticatholique, à Liège, dans sa brochure (avril 1912) publiée chez l'éditeur maçon Weisenbruch, à Bruxelles, dit :

Si le Gouvernement actuel est renversé en Belgique, ce sont principalement les Belges de langue française, imprégnés d'idées françaises, qui l'auront mis à terre et seront désignés pour la succession.

Croire que la France se trouve bien de la manière dont elle est gouvernée est une illusion radicale. La connaissance des faits, éclairés par l'opinion autorisée d'écrivains français non suspects, fait apparaître la réalité : l'anticléricalisme forcené et la mauvaise démocratie ont fait à la France un tort énorme, dont ceux-là même qui y ont contribué — je veux parler du personnel gouvernemental des dix dernières années — commencent maintenant à s'apercevoir.

## Le Cartel. — Ce que les Libéraux et les Socialistes en pensent.

Comment se sera formé ce bloc triomphant ?

— Par le cartel.

Définissez le cartel.

— Edmond Picard, ancien sénateur socialiste, un des fondateurs du parti socialiste, l'a défini ainsi, dans la *Chronique*, feuille cartelliste (22 octobre 1911) :

Les partis discutent et disputent sur la convenance et la loyauté qu'il y a à pratiquer une législation dont le but et la gloire devaient être d'amener une équitable représentation proportionnelle des opinions, de façon à empêcher une de ces opinions d'obtenir sa juste part; système abasourdissant, étiqueté on ne sait pourquoi « le cartel », dont on a autant de raison de tirer honneur que les saboteurs des trains. O morale politique, que de bis-tournements on commet en ton nom !

... Je répète ma définition : deux conjoints résolus à se tromper avec entrain, chacun de sa part, dès le premier soir de leurs injustes noces.

Que pensent les libéraux au sujet du Cartel?

— Le *Journal de Mons*, sous la signature de l'avocat Desenfans, imprimait le 15 septembre 1910 :

Le résultat le plus apparent du cartel est bien moins d'augmenter les chances électorales des partis alliés (les dernières élections le démontrent) que de leur faire oublier l'idéal qu'ils poursuivent.

Ça s'appelle le parti anticlérical, un mot plein de menaces, et ça peut d'autant moins se maintenir qu'il y a des socialistes qui ne sont pas précisément anticléricaux. Ces socialistes-là sont fidèles à leur parti à condition qu'il reste autonome, mais ils le lâchent lorsqu'il ne l'est plus.

D'autre part, il y a des libéraux qui ne voteront jamais pour une liste sur laquelle se trouveront des noms socialistes.

Ils sont aussi convaincus qu'avec le cartel, le parti libéral n'aura que l'illusion momentanée de croire qu'il conduit l'attelage parce qu'il sera dans les brancards, qu'il tirera à se faire crever et qu'il recevra les coups de fouet.

Que pensent les socialistes du Cartel ?

— Le *Peuple* (18 mars 1911) dit :

Quelques-uns, notamment d'anciens conservateurs de gauche, feignent de croire à l'assagissement des rouges et volontiers en répandent la légende pour se donner l'illusion d'avoir attaché le socialisme à leur char en lui limant les crocs et les ongles.....

Puérile supercherie et vaine chimère !

Vandervelde, le 26 juin 1910, au Congrès socialiste à Bruxelles (Compte rendu du *Peuple*), s'est exprimé ainsi :

Oh ! je parlerai net, l'heure est venue de dire chacun toute sa pensée. Si, dans nombre d'arrondissements on fait des juxtapositions légitimes, à Charleroi, vous songez à rompre la tactique pratiquée presque partout dans nos grands arrondissements industriels.

Or, si le cartel peut avoir parfois des avantages comme à Huy et à Courtrai, il a des conséquences désastreuses dans un arrondissement industriel, où l'alliance socialiste-libérale rejette des milliers de libéraux modérés à droite.

Souvenez-vous de Soignies, le jour où l'on a vu les représentants des syndicats ouvriers unis à M. Boël, leur patron. Il y a là un grave danger pour l'autonomie et l'indépendance de l'action socialiste.

Si on fait le cartel à Charleroi, on le fera à Mons, à Liège, ailleurs, et il n'y aura plus de mouvement ouvrier socialiste autonome.

Certes, l'autonomie fédérale a le pouvoir de décider. Mais l'unité morale du parti doit rester telle que chacun de nous ait le droit de dire toute sa pensée sur les dangers d'une tactique. Prenez garde de compromettre la cause socialiste sans aucun avantage anticlérical !

## Les deux programmes : le bleu et le rouge.

Avant de « s'entendre », libéraux et socialistes ne sont-ils pas expliqués ? Y a-t-il trace de ces explications ?

— Oui, M. Hymans, parlant aux étudiants libéraux de Gand, a dit (nov. 1910) :

Je pense que l'accord serait possible, mais à deux conditions. La première, c'est que le parti libéral sache clairement jusqu'où il peut et veut aller et soit résolu à ne pas aller plus loin. La seconde, c'est que le parti socialiste se rende compte que, seules, une tactique sage, une compréhension nette du tempérament belge et des nécessités supérieures d'une politique vraiment nationale peuvent conduire au succès.

La nation veut des réformes, mais elle tient fermement à ses institutions fondamentales et toute politique qui les mettrait en question rencontrerait la réprobation publique.

Le parti catholique est aux aguets. Il est impatient de se représenter aux yeux du pays comme l'unique garantie de l'ordre et de la dynastie. Déjà il s'est livré à une exploitation effrénée d'incidents récents (attitude des socialistes au discours du Trône) que je déplore et qui ont produit une pénible impression.

Les socialistes ont immédiatement riposté dans le *Peuple* :

Assagissement, dans la pensée de M. Hymans, ce terme-là serait-il par hasard synonyme d'embourgeoisement?

Le parti ouvrier ne mangera jamais de ce pain-là ! Le cas échéant, il faudrait nous subir comme nous sommes et ce serait à prendre ou à laisser !

Au surplus, quand M. Hymans se permet de déplorer « des incidents récents », n'oublie-t-il pas que nous sommes républicains, que nous n'avons rien à renier sur ce terrain, et nous donnerait-il tort d'avoir crié haut justice en réclamant la dissolution et le suffrage universel, alors que son groupe et lui-même n'ont pas eu le courage de faire entendre en cette heure solennelle ces revendications de la démocratie belge ?

M. Hymans a donc admis depuis fin 1910 que M. Vandervelde maintint, dans leur lutte commune contre le gouvernement, sa propagande antiroyaliste, révolutionnaire, collectiviste.

Voici qui le prouve. L'organe officiel du parti socialiste (13 août 1911) dit :

Ni sur la question de la république, ni sur aucun des points fondamentaux du socialisme international il n'y aura de compromission ni de fléchissement dans la politique du parti ouvrier belge!

Et nous restons unanimes sur ce double cri qui ne forme qu'un seul dans notre cœur et notre pensée : « Vive le socialisme! Vive la républicain! »

D'après le *Peuple*, aux applaudissements unanimes de leurs collègues, Hector Denis et Vandervelde ont tenu « ce fier et viril langage » au banquet annuel du groupe socialiste parlementaire, le jour même où le *Journal* (socialiste) de Charleroi publiait un article (dont certains avaient inféré la possibilité d'une entente entre la Royauté et les socialistes).

M. Vandervelde a rappelé (avril 1912) tout cela à la Chambre, de l'air le plus provocateur, devant M. Hymans et toute la gauche libérale, — qui se sont tus.

## Libéraux et Socialistes escomptent la victoire du bout des lèvres seulement !

Les gauches se promettent la victoire. N'est-ce pas une manière de se tenir devant les électeurs, pour leur inspirer confiance ?

— C'est bien ce qui résulte du langage de grands journaux anticatholiques. Le 23 mai 1910, après les dernières élections, le *Temps*, de Paris, disait :

Le grand mouvement à gauche qu'on avait escompté et activement préparé ne se produit pas....

Notre propre exemple prouve que le bloc ainsi conçu est la plus stérile des formules, dès qu'il cesse de s'appliquer à la lutte anticléricale. Il est vrai qu'en Belgique cette lutte bat son plein. Mais nos voisins, avec leur esprit pratique, songent peut-être au lendemain et se demandent ce que vaudra pour l'action gouvernementale une majorité où les collectivistes voisineront avec les radicaux bourgeois.

Dans la *Semaine politique*, qu'il dirige avec l'échevin socialiste et financier de Bruxelles, le député C. Huysmans prédit nettement un... gouvernement d'affaires !

L'anticatholique *Journal de Liège*, trois jours après les élections de 1910, disait :

Depuis 1904, les succès libéraux n'ont pas répondu à ce que ces élections victorieuses faisaient espérer. Il y a là un avertissement et un enseignement.

Le même organe insistait un an plus tard (juin 1911) :

Ce n'est pas en obliquant vers le socialisme, en lui faisant des concessions de principe, que le libéralisme hâtera la chute

du Gouvernement clérical. Il faut pour y arriver que l'électeur bourgeois, qui fait la force du libéralisme, soit bien convaincu que le Gouvernement de demain ne sera pas le prisonnier des socialistes.

### La base du Cartel.

Cette base, c'est le S. U. : un homme, une voix. Les libéraux, même avancés, sont-ils convaincus que sans

**le S. U. pur et simple les réformes sociales sont impossibles ?**

— Paul Janson, chef du groupe avancé, soutient que non, et il le démontra le 14 août 1911 dans la *Revue* (maçonnique de Belgique) :

Le vote plural n'est pas incompatible d'une manière absolue avec le régime démocratique et il est incontestable que, malgré ses défauts, il a créé une situation politique favorable à la démocratie : il a contribué à réaliser, d'une manière incomplète, il est vrai, des réformes sociales dont le régime censitaire n'avait qu'un souci assez mince. Il serait trop long de les énumérer.

Le S. U. pur et simple pour la Chambre sera-t-il facile à réaliser ?

— Les libéraux répondent non. M. Eug. Tesch, ancien député et mayer d'Arion, l'a dit le 14 août 1911 (*Revue de Belgique*) :

Le vote plural est inscrit dans la Constitution. Pour le remplacer par le suffrage universel, il est donc nécessaire de recourir à la revision du pacte fondamental. Ce sont là, dans l'état actuel de nos forces politiques, des difficultés énormes à surmonter. Il faudra presque une révolution.

### **Les Socialistes vis-à-vis du Parti Libéral.**

**Qu'est-ce que les socialistes pensent du parti libéral ?**

— Le *Peuple* a répondu le 5 décembre 1910 :

Le libéralisme peut répondre à l'état d'âme d'une bourgeoisie qui veut acheter la paix au prix de quelques sacrifices, pour jouir de son reste; il n'est pas un précurseur et le prolétariat ne peut mettre en lui son espoir et sa foi.

de Brouckère a répondu, dans le même *Peuple*, le 1<sup>er</sup> juillet 1910 :

Ah! Jean Prolo, Jean Prolo! Est-il donc écrit que tu tireras éternellement les marrons du feu pour autrui sans t'apercevoir jamais qu'on te leurre. Quatre-vingt-dix-neuf ne t'a donc rien appris, ni 1902 ?

Qui a marché en 1899 ? Nos amis, à la Chambre et au dehors. Les libéraux sont demeurés à l'arrière-plan, prêts

à retirer leur épingle du jeu si les choses tournaient mal. Ils n'ont pas reçu leur part des coups, mais ils ont seuls profité du succès.....

Lis plutôt la *Dernière Heure*, le plus bouillant de leurs organes...

..... Elle conçoit la lutte contre le Gouvernement clérical à peu près comme son tour de Belgique : les pauvres bougres s'esquintent à bicyclette, crèvent leurs pneus et se crèvent; elle et ses amis suivent en automobile et c'est elle qui ramasse les sous des badauds. Si tu te laissais engager dans sa course politique, tu te crèverais pour arriver ou demeurer en panne; elle saurait bien, dans les deux cas, t'enlever le profit.

Le *Peuple* disait en novembre 1910 :

La façon dont cette nomination (une nomination d'instituteur à Ixelles) s'est faite, montre aux plus aveugles que nous ne pouvons plus avoir aucune confiance dans l'honnêteté politique de certains libéraux et que, spécialement à Ixelles, les Cœq et les Buyl, ces deux vice-présidents de la Ligue de l'Enseignement (et députés) ne sont que de sinistres farceurs.

..... Voilà deux vice-présidents de la Ligue de l'Enseignement, voilà des gens qui vont dans toutes les manifestations et tous les congrès se faire acclamer comme les défenseurs de l'enseignement officiel et des intérêts du corps enseignant ! Ces hommes font partie de l'état-major libéral avec lequel le parti ouvrier aurait demain à traiter des questions de confiance !!

Le *Peuple* imprimait le 18 janvier 1911 :

La première limitation des heures de travail pour les adultes met aux prises en ce moment (grève charbonnière au pays de Liège) en une lutte tragique, ouvriers mineurs et patrons charbonniers. Et quelle est l'attitude du libéralisme dans ce conflit, l'un des plus graves que nous ayons connus depuis longtemps? Les patrons libéraux sont parmi les plus intraitables..... Les députés libéraux n'ont pas trouvé un seul mot à dire lors de l'interpellation des députés mineurs; seize d'entre eux se sont abstenus au vote, renonçant, en haine du prolétariat, à faire opposition au Gouvernement.

A la suite d'un vote de la Chambre au sujet du S. U. le *Peuple* traite ainsi le parti libéral (9 déc. 1910) :

Lamentable impuissance d'un parti qui, devant les problèmes les plus essentiels, ceux auxquels, suivant le mot de Destree, aucun Gouvernement n'échappera, n'a plus que des abstentions! C'est l'impuissance d'un parti vieilli, sans avenir, sans vitalité, cadavre qu'il ne faut point attacher au vivant qu'est le parti ouvrier.

..... Qu'on n'allègue pas qu'à côté des dix abstentionnistes, il s'est trouvé sur les bancs libéraux vingt-neuf députés pour voter le pur et simple. Les abstentionnistes sont quinze en comptant les absents : MM. Delvaux, Feron, Neujean, Nolf et Warocqué. Les chefs, on l'a fait remarquer, se trouvent tous parmi ces quinze-là. Les vingt-neuf — armée décimée et en déroute — ne nous apportent ni influence morale ni influence réelle au moment du vote; ils ne complètent pas une majorité démocratique et ne peuvent la compléter prochainement.

Vandervelde a écrit (*Peuple*, 27 décembre 1910), à propos du suffrage universel et de ses modalités :

La gauche libérale reste, sur ce point comme sur bien d'autres, divisée, hésitante, tiraillée entre les velléités démocratiques des uns et les résistances conservatrices des autres : elle est en partie pour, en partie contre la réduction légale des heures de travail; elle n'a retrouvé son unité, hélas, que pour voter contre l'abrogation de l'article 310 !

### Les Libéraux vis-à-vis du Parti Socialiste.

Qu'ont dit du socialisme les hommes les plus notoires du parti libéral ?

— On lit dans le manifeste électoral du 9 novembre 1895, signé Dupont, vice-président du Sénat et ministre d'Etat, et Neujean, chef de la gauche à la Chambre, et ministre d'Etat :

Le parti socialiste est un danger public; il prêche la guerre des classes, du travail et du capital, de l'ouvrier et du patron; il représente la tyrannie des meneurs, l'asservissement et la destruction de la propriété individuelle, l'anéantissement du commerce et de l'industrie.

Il se réclame de la Commune de Paris qui, par le massacre des otages et l'incendie des principaux monuments de la grande cité, a jeté partout l'épouvante et l'horreur.

Tous les bons citoyens doivent s'unir à nous pour repousser ces nouveaux barbares qui menacent la liberté et la civilisation elle-même.

M. Goblet d'Alviella, vice-président du Sénat pour la gauche, publiait en 1883 ce manifeste :

Le parti radical essaie d'introduire en Belgique la politique violente qui a valu à la France de longues années de discorde, des humiliations et des catastrophes sans pareilles dans l'histoire.

Il rêve d'imposer au pays la domination de ses idées, de nous conduire à bref délai au suffrage universel, voire même à la république. Or, on sait que les intransigeants, à Paris, ne sont encore satisfaits ni du suffrage universel ni de la république ; il leur faut le drapeau rouge, les réformes sociales, l'anarchie.....

M. Goblet d'Alviella n'a pas modifié sa manière de voir, puisque dans l'organe anticatholique de l'Association libérale de Nivelles (novembre 1910), il disait :

La France décline; sa prospérité économique, sa force économique, sa force militaire et sa vie sociale même sont menacées par les entreprises criminelles du socialisme révolutionnaire et du syndicalisme; elle se dépeuple par une sorte d'épuisement de la sève nationale.

Un témoignage mémorable des sentiments que les socialistes inspirent aux libéraux se déduit du langage de la presse libérale après l'accueil fait à la Famille Royale à la Chambre par la gauche socialiste.

*Le Petit Bleu :*

Une séance tumultueuse. Les rouges se distinguent. Vacarme au dedans.... Vacarme incroyable. Sa Majesté ne peut parler et attend la fin du tumulte. Les époux royaux ont l'air parfaitement satisfaits de ne point prolonger leur séjour au Parlement.

On dirait « une ménagerie en délire », apprécia le *Journal de Liège*.

**La Meuse :**

Il n'est pas possible que dans notre Parlement des mœurs pareilles soient admises...

On se déconsidère devant l'opinion publique en agissant de pareille manière.

**L'Etoile :**

Nous entendons rester courtois, même vis-à-vis de ceux qui ne veulent pas ou qui ne savent pas l'être. Aussi nous abstiendrons-nous de qualifier les manifestations qui ont accueilli l'entrée de la reine Elisabeth. Nous nous bornerons à exprimer ici le douloureux étonnement de toutes les honnêtes gens.

Avant de savoir gouverner, il faut savoir vivre.

**La Dernière Heure :**

Quoi qu'il en soit, pour le témoin oculaire, la scène en elle-même était vraiment pénible. Ce déchaînement de passions devant la Reine, venue souriante entre ses deux enfants, donner à la nation une marque d'attachement à ses traditions constitutionnelles, après les difficultés que l'on connaît, avait quelque chose de choquant; ce charivari de meeting n'avait rien d'élegant ni de courtois, il n'augmentait pas le prestige des représentants du pays. Les esprits les moins réactionnaires s'en montraient peinés, autant pour le manque de tact que pour la maladresse politique.

Le principal organe du parti libéral allemand, la *Gazette de Cologne*, concluait ainsi :

Les socialistes ont de nouveau, comme lors de la visite de l'Empereur, prouvé qu'ils méprisent toutes les limites de l'honnêteté lorsqu'ils présentent leurs revendications et qu'ils sont décidés, ainsi que le prouvent les nouveaux incidents, à transférer la politique du pavé dans la salle du Parlement. Quant aux libéraux, ils commettraient quelque chose comme un suicide s'ils se laissaient entraîner par l'espoir d'un Gouvernement fort, composé de libéraux et de socialistes, à appuyer les revendications extrêmes de ces derniers et à réclamer la suppression du vote plural.

Que pensent les libéraux des chefs socialistes ?

— La *Chronique* (21 juillet 1910), répondant au Peuple, l'a clairement indiqué :

Ce qui fâche surtout le bouillant socialiste, c'est ce que nous avons dit des « tribuns arrivés », laissant, avec une superbe indifférence, se dépêtrer comme ils le peuvent, les grévistes qu'ils ont poussés aux mesures extrêmes et inefficaces.

Il ne suffit pas, en effet, qu'une grève soit juste pour la conseiller ou plutôt pour l'imposer aux travailleurs. Il faut aussi qu'elle ait chance de succès — à moins qu'on ne soit décidé à payer largement de sa bourse et de sa personne pour que la misère des femmes et des enfants ne soit pas le seul résultat de cette croisade ouvrière. Le « Peuple » oserait-il jurer que, dans sa classe, les conseillers furent toujours les payeurs ?

Ne nous faisons pas meilleurs et plus vertueux que nous ne le sommes.....

..... Nous croyons — pour le voir tous les jours — que parmi les soupirants de la belle Marianne, il en est dont la flamme n'est pas précisément des plus pure.

Courtisans pour courtisans, les moins dangereux sont peut-être ceux dont l'ambition est satisfaite par un bout de ruban ou par un coup de la savonnette à vilains.

Cela ne coûte rien au bon peuple qui peine. Pourrait-on en dire autant de l'élévation aux dignités ou aux positions lucratives de certains de ses adulateurs, auxquels le bon Jean Prolo fait naïvement la courte échelle ?

### **Ce que Libéraux et Socialistes pensent du Parti Socialiste.**

Le *Travailleur*, organe socialiste de Huy (nov. 1910)  
imprime sous la signature L. Colleaux :

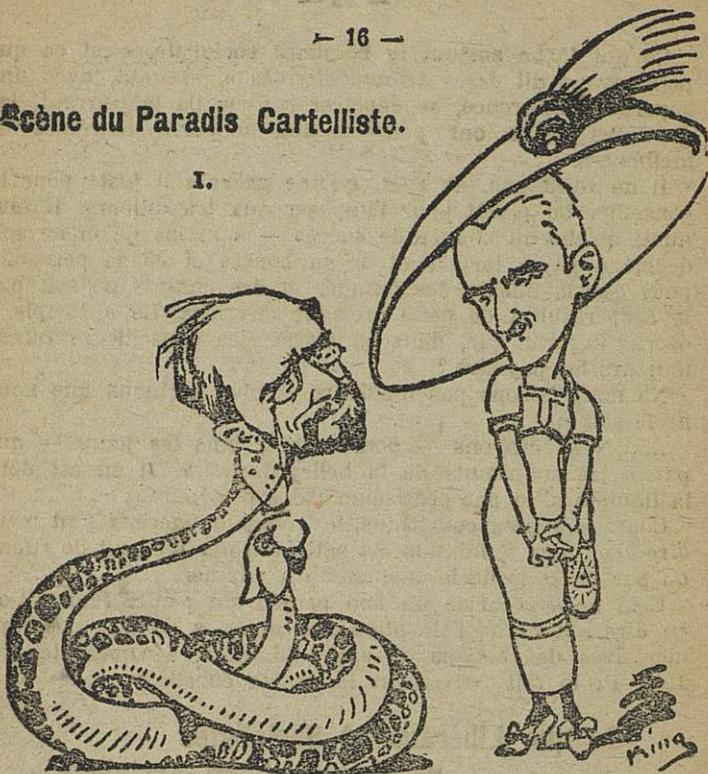
Incommensurable bêtise de la nature humaine, éternelle naïveté des travailleurs qui, toujours, ont été dupes et qui le seront si souvent encore malgré les leçons du passé !

Chaque époque à eu ses Briand, d'autres époques les connaîtront si l'on n'y met bon ordre. Ces gens-là sont de tous les temps et de tous les lieux et leur méthode est toujours et partout invariablement la même.

Repoussés par la bourgeoisie, ils vont à la classe ouvrière non par amour pour elle, mais par haine contre ceux qui les ont dédaignés; toujours ils agissent par ambition, non par désintéressement.

## Scène du Paradis Cartelliste.

I.

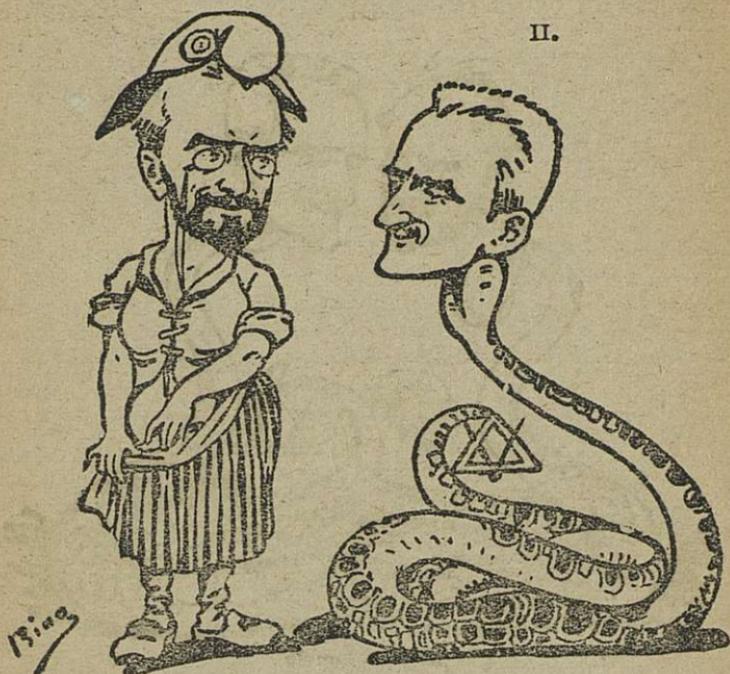


**Vandervelde à Hymans. — Si tu aides la Sociale, elle te fera ministre....**

Se sachant suspects dans leur milieu, ils font de la surenchère, ils sont du côté des plus hardis, ils se constituent les avocats des propositions les plus radicales, ils se font les farouches défenseurs des principes, puis ils flattent toutes les passions, tous les orgueils; ils sont les porte-parole des avancés dont ils deviennent bientôt les chefs, ils jettent la suspicion sur les sincères mais modérés qu'on écarte pour faire place à leur remuante personnalité.

Une fois les mattres, ils jettent le masque, ils mènent à la cravache ceux qu'ils menaient par la flatterie, ils piéti-

## Scène du Paradis Cartelliste.



Hymus à Vandervelde. — Si tu me fais ministre, tu le seras aussi.

ment les principes, crachent sur la doctrine et donnent libre cours à leur ambition de lucre.

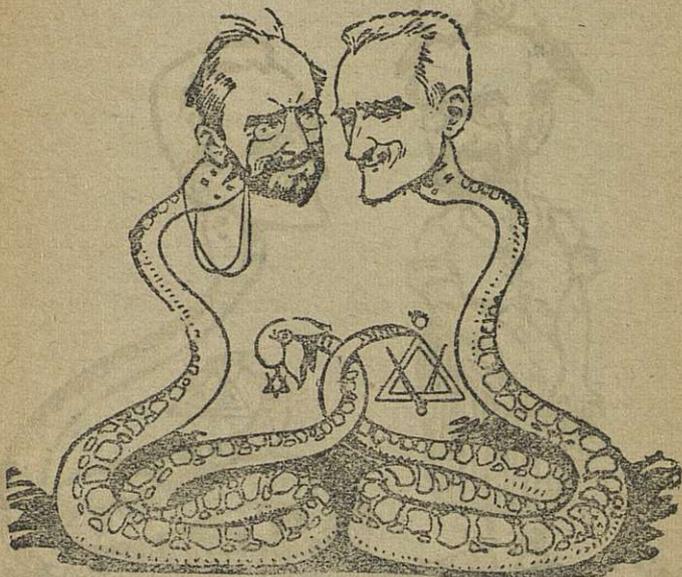
Et cela doit arriver infailliblement; ces gens-là ne sont pas de notre classe, ils n'ont et ne peuvent avoir la mentalité ouvrière, ils ne savent rien de la vie du prolétaire qui toujours se laisse prendre à leurs belles paroles, mais qui toujours aussi se fait duper par eux.

Edmond Picard a écrit le 31 juillet 1910 dans la *Chronique*, feuille anticatholique cartelliste :

En réalité, il est désormais embarrassant de typer les sectes nombreuses, les unes déjà nettement accusées, les

## Scène du Paradis Cartelliste.

III.



Marché conclu.

---

autres en formation, qui font du socialisme, non plus un territoire doctrinal uniforme, mais un échiquier.

Le 5 novembre 1910, la *Dernière Heure*, feuille anticatholique cartelliste, imprimait, à l'occasion d'un blâme infligé à deux échevins socialistes bruxellois qui avaient assisté à des fêtes royalistes :

En réalité, cet incident est significatif de la lutte sourde qui se poursuit dans le parti socialiste belge comme dans tous les autres partis socialistes du monde entre les utopistes doctrinaires et les réformistes opportunistes. Les deux tendances l'emportent tour à tour, suivant que le marais comblant le vide entre les deux extrêmes se porte à droite

ou à gauche, au gré de ses intérêts et de ses craintes du moment.

C'est dans ce marais que figurent pas mal de ceux qui se disent chefs, les arrivés désireux avant tout de conserver leur situation et leur semblant d'autorité en se mettant adroitement du côté de ceux qui crient le plus fort.

Les éclats de ces discussions de ménage, en Belgique, ne parviennent què rarement au dehors. La querelle n'en est pas moins profonde.....

De l'autre côté, oubliant complètement les généreux sentiments qui furent la force d'expansion principale du socialisme à ses origines, les tyranneaux envieux et aigris resteront dans les ténèbres de la haine des classes et l'insupportable oppression du plus fort, avec les professionnels de la violence et du sabotage.

D'après les meneurs socialistes, leur parti ne compte que des surhommes sans ambition, désintéressés, décidés à tout pour leur cause. Le *Peuple* est-il de cet avis ?

— Non. Il l'a dit le 11 janvier 1911 :

C'est nous qui avons changé. Nous n'avons plus la même énergie, la même foi, le même élan qu'autrefois. Est-ce vrai? Peut-être! Mais à qui la faute? Dans l'exaltation de nos esprits, dans l'enivrement de nos foudroyantes victoires de 1893, n'aurions-nous pas fait naître de trop grandes espérances pour des échéances trop brèves? Et puis, autrefois, nous étions une petite secte où l'on ne rencontrait guère que des luitteurs énergiques et désintéressés, des apôtres à l'âme ardente, toujours prêts au sacrifice. Maintenant, nous sommes devenus un grand parti, nous disposons de mandats, de places, d'influences, et des hommes sont venus que nous ne connaissions pas à l'époque où il n'y avait que des coups à recevoir. Une foule n'est pas composée seulement de héros. Qu'y faire?

### **Ce que veulent les Chefs socialistes.**

Qu'est-ce que les chefs socialistes veulent en fait d'armée ?

— Le citoyen Tillmann l'a dit au meeting de la Jeune Garde Socialiste (*Peuple*, 6 mars 1911) :

Depuis 1886, le mouvement est mené avec énergie et, aux heures du danger pour la classe ouvrière, on sait qu'il ne

manquera pas de soldats pour, s'il le faut, lever la *croix* en l'air. Nous savons que la caserne est l'école du vice et de la corruption.

Le citoyen Jacqmotte, un des leaders de la « Maison du Peuple », après avoir dit au même meeting que « l'honneur national n'est qu'un mot », a affirmé que :

Quand l'ouvrier aura compris les sentiments des jeunes gardes socialistes, c'en sera fait du capitalisme, et, si on l'oblige à marcher à la frontière, il n'hésitera pas à refuser, et, s'il le fait, il prouvera que ses ennemis ne sont pas à l'extérieur, mais dans son pays.

En religion, que veulent les socialistes ?

— Le *Journal de Charleroi*, organe des Destrée et autres députés socialistes de la région, répond (26 septembre 1910) :

Nous pensons qu'il ne faut pas seulement faire de l'anti-cléricanisme, pas seulement s'attaquer aux religions révélées, mais encore prêcher ouvertement l'athéisme.

En tête du *Peuple*, 28 juin 1892, M. Vandervelde a écrit :

Nous sommes de ceux qui croient qu'entre l'idéal socialiste et l'idéal chrétien, l'antagonisme est irréductible....

Le *Journal (socialiste) de Charleroi* (28 oct. 1911) dit :

Il faut que les socialistes n'envoient plus leurs enfants à la messe, ni au catéchisme, et les fassent dispenser du cours de religion à l'école.

Malheureusement, nous constatons que trop souvent encore, des compagnons socialistes, sous prétexte de ne pas déplaire à leur femme, laissent à celle-ci toute la liberté sur ses enfants....

Allons, compagnons, un bon mouvement, car ce sont leurs derniers moments. Débarrassez-vous de tout cela, dites que vous êtes maîtres chez vous et ne laissez plus pétrir le cerveau de vos enfants par cette noire clique.

Le *Vooruit*, d'Anseele, dit le 9 juillet 1894 :

Les églises et les couvents, les chapelles et les patronages (Krochten) seront démolis ou convertis en établissements d'utilité ou d'amusement publics, tels que théâtres, salles de bains, greniers d'abondance ou entrepôts.

Dans la famille, que veulent les socialistes ?

— L'organe officiel du parti, le *Peuple*, le montre (20 sept. 1910) :

Précisément, les indigents sont ou trop peu instruits pour appliquer le néo-malthusianisme, ou n'ont même pas l'argent, la place, la chambre pour le pratiquer.....

Alors il faut donc l'instruction de toutes les futures mères, de tous les pères futurs. Et pour cela, il faut d'abord l'instruction gratuite, laïque et obligatoire.

La propagande néo-malthusienne s'étale partout dans les publications socialistes, bien que Vandervelde ait écrit le 28 mars 1909, dans le *Peuple* néo-malthusien :

Je me rends parfaitement compte que la propagande en faveur des moyens anti-conceptionnels menace de favoriser un assez abject dévergondage.

On n'a pas désavoué l'affiche placardée dans les Basses-Pyrénées par les socialistes, à propos des poursuites exercées contre un médecin du chef d'avortement :

Le parti socialiste affirme hautement les principes suivants : La femme devrait avoir le droit de se soustraire à une maternité non désirée en se faisant avorter avec le concours légal du médecin.

Au travail et dans l'industrie, que veulent les socialistes ?

— Le *Peuple* l'a indiqué :

..... Nous nous garderons de condamner le sabotage en principe et nous avons pour cela d'excellentes raisons. D'abord ce moyen de lutte nous paraît aussi légitime que la grève elle-même; ensuite l'expérience a démontré qu'il est parfaitement efficace, dans certaines circonstances données; enfin, parce qu'il peut arriver que les ouvriers n'en disposent pas d'autres.

A l'égard de la bourgeoisie, que veulent les socialistes ?

— Vandervelde l'a dit (*Peuple*, 16 mai 1909) :

Le parti socialiste poursuit sans perdre un instant de **vue** ce but final : l'expropriation politique et sociale de la bour-

geoisie. Pour arriver à ce résultat, il a besoin du suffrage universel. Il est prêt à soutenir dans la mesure de l'intérêt du prolétariat tout Gouvernement qui acceptera de lui concéder cette arme indispensable.....

Et, à la Loge « les Amis Philantropes », n° 1, Vandervelde a dit :

Il arrivera un moment où il faudra fatalement aboutir à l'expropriation — avec ou sans indemnité — des capitalistes. Comment le fera-t-on? Cela dépendra du plus ou moins de sagesse de la bourgeoisie elle-même.

Vandervelde (24 octobre 1910), disait dans le *Peuple* au sujet de la grève révolutionnaire des cheminots français, dont l'organe socialiste avait déclaré : « Cette campagne est la nôtre; c'est un épisode de la lutte des classes, et le prolétariat international fait des vœux ardents pour leur prochain triomphe » :

Les cheminots français ont été vaincus, comme nous avons été vaincus en 1902. Mais..... j'ose dire que, malgré tout, leur grève apporte au prolétariat international de tels enseignements que cette leçon de choses lui sera plus utile que bien des victoires.

Déjà l'on a pu voir ce qui pourrait être, en cas d'unanimité prolétarienne.....

On a suivi les péripéties d'une lutte qui, pendant quelques jours, a mis en question le fonctionnement normal de la société capitaliste et permis à chacun de se faire une idée de ce que pourra être, un jour, la révolution sociale.

Le *Vooruit* (23 août 1911), disait :

Nous haïssons la classe bourgeoise. Et cette haine est sans merci. Cette haine va jusqu'à la mort de cette classe, jusqu'à la résorption de cette classe dans la classe ouvrière, la seule classe acceptable et qui puisse exister.

Le *Peuple* approuva, en ajoutant :

Cette haine qui est légitime, est féconde, car elle engendre l'esprit de révolte, hors duquel il ne serait pas d'affranchissement pour le prolétariat

Le 25 août 1911, le *Peuple* reproduit « avec un réel plaisir » le manifeste électoral de la Fédération socialiste liégeoise, contenant cet appel :

Tout doit rentrer dans la propriété commune : les mines, les usines, les moyens de transport, le sol, les habitations. Si vous voulez qu'il en soit ainsi, électeurs, votez en masse, le 15 octobre, pour les listes socialistes.

Que pensent les socialistes à propos du Roi ?

— L'ex-sénateur socialiste du Hainaut, le directeur de l'organe socialiste principal dans le pays wallon, le *Journal de Charleroi* (11 novembre 1910), a écrit au lendemain du Discours du Trône :

Voilà donc ce que nous avons gagné au change, par la mort de Léopold II. Le nouveau Cobourg ne vaut pas mieux que l'ancien. A certains points de vue, il est peut-être pire.

Si mon ami Jules Wilmart avait eu à apprécier les conséquences de cette succession au Trône, il eût assurément dit à ses lecteurs :

« Ceci est une nouvelle leçon aux grenouilles qui demandent un roi. A peine sont-elles débarrassées d'une ganache, qu'on les afflige d'un jésuite. »

Ansele, au meeting à Châtelet, dimanche 25 septembre 1910, (d'après le compte-rendu du *Journal de Charleroi*), a dit :

Il faut, pour faire cesser cette exploitation commerciale, résultat de la concurrence et des trusts, nous rendre maîtres du Gouvernement par le suffrage universel, renverser la royauté qui nous laisse voler, la remplacer par la république, renverser ceux qui sont patronnés par ceux-ci et qui dirigent le commerce et le diriger nous-mêmes.

Le député socialiste Terwagne d'Anvers, déclarait à la Chambre le 20 décembre 1901 :

Nous sommes républicains et dans toutes les nations il y a un parti républicain fort qui mine la monarchie....

Pour nous, la république est le seul moule dans lequel puissent être coulées les réformes sociales. Et les libéraux y viendront.

Dans la même séance, Anseele, député socialiste de Gand, proclamait ceci :

M. Huysmans a dit que le pays est averti, qu'avec le suffrage universel nous voulons marcher à la république. C'est vrai ! Et nous ne l'avons jamais caché.

A l'égard des ouvriers libres, comment les socialistes entendent-ils pratiquer « la fraternité, la liberté, l'égalité » ?

— Le *Peuple*, parlant au nom des chefs du Parti, imprimait ces abominables conseils de cruauté et de lâcheté, le 3 juillet 1910 :

Dans les fosses et usines, le « jaune » doit être tenu à l'écart.

Il est nécessaire de l'isoler le plus possible par mille moyens dont on dispose dans le monde ouvrier.

Le « jaune » est indigne d'un coup de main, d'un secours, d'un conseil ou d'une aide quelconque.

Que le « jaune », lorsqu'il est aux prises avec une grosse difficulté, aille faire appel à l'église, au curé qui l'a dévoyé de ses devoirs à l'usine et on verra si l'homme à cote viendra le tirer du mauvais pas.

Pas même d'association au café, non plus aux heures des repas, avec celui qui veut jouer « jaune ».

### **Libéraux et Socialistes veulent imposer l'École « Neutre », mais ils ne croient pas à la neutralité.**

Que veulent les libéraux et les socialistes en matière scolaire ?

— M. Hymans, chef de la gauche, l'a dit dans un meeting, le 10 août 1914, à Bruxelles :

La neutralité scolaire rend l'école accessible à tous les enfants, c'est le seul enseignement qui apprend aux citoyens les principes de la solidarité nationale.

La liberté de l'enseignement consiste uniquement à pouvoir enseigner à ses frais.

La neutralité existe-t-elle ? Est-elle possible ?

— Un des publicistes les plus ardents du parti socialiste

liste, de Brouckère, a démontré que non, dans une conférence au syndicat socialiste des instituteurs officiels de la ville de Bruxelles et des faubourgs, le 24 février 1911 :

Les enfants se trouveront toujours en contact et en présence des idées religieuses. Quand les enfants verront une église, un prêtre, etc., ils demanderont à l'instituteur des explications.

A chaque problème que vous agiterez, l'idée de Dieu se posera. Peut-on écarter ces questions ? Non, on doit répondre. Peut-on entourer ces questions de mystère ? Non, ce serait dangereux. Si vous refusez, vous ferez une œuvre fautive. Si vous répondez qu'il n'y a rien à répondre, vous créez l'esprit de mensonge....

Avec ce système, vous serez obligé d'écarter toute préoccupation relative à la morale, à l'histoire, à la littérature. Vous ne pourrez même plus réciter les fables de La Fontaine.

Si vous voulez établir la neutralité totale, réelle, supprimez toute la vie ambiante.

Et le sénateur socialiste La Fontaine a dit au Sénat le 6 avril 1908 :

La neutralité absolue est une impossibilité. Est-ce que l'instituteur, à moins d'être un automate ou un phonographe, peut se dégager de sa façon de penser ? Il faut être de bon compte : la neutralité absolue est impossible.

Viviani, député et ministre cartelliste de France, a écrit :

La neutralité est toujours un mensonge. Certes, elle fut peut-être un mensonge nécessaire, lorsque l'on forgeait au milieu des impétueuses colères de la droite, la loi scolaire. Le passage à franchir était périlleux; c'était beaucoup déjà de faire établir une instruction laïque et obligatoire.... On promet cette chimère de la neutralité pour rassurer quelques timidités dont la coalition eût fait obstacle au principe de la loi.

Que doivent faire les instituteurs « neutres », d'après les socialistes ?

— La Tribune (socialiste) de Seraing, l'a indiqué le 26 août 1910 :

Un homme honnête et loyal, un homme qui a la charge de former des volontés et des cœurs n'hésite point entre sa conscience (d'anticatholique ou de socialiste) et les interprétations des articles d'un règlement.

### **Ils tendent à supprimer les Ecoles libres religieuses.**

Le but des libéraux et des socialistes, à l'égard des écoles libres, n'est-il pas de les supprimer complètement ?

— C'est bien ce qui résulte des déclarations des uns et des autres.

M. Vandervelde à la Chambre, 1<sup>er</sup> avril 1908 (*Annales* p. 1298) a dit :

Nous voulons l'enseignement par l'Etat, avec destitution progressive de l'Eglise. Dès, lors, il serait vraiment naïf de notre part, de voter des subsides en faveur des écoles libres, c'est-à-dire en faveur des écoles cléricales.

Tous les mandataires, libéraux et socialistes parlent ainsi et votent en conséquence.

L'*Etoile* (22 août 1911), rappelant la guerre scolaire du cabinet Frère-Van Humbeek (1878-1884), disait :

Où en serions-nous si le Gouvernement libéral était resté au pouvoir ?

Les écoles primaires cléricales ne seraient plus qu'un phénomène sporadique.

— Le *Petit Bleu* (10 février 1910) a dévoilé la tactique de ses amis :

Supposez que demain un Gouvernement libéral supprime les subsides aux écoles libres : celles-ci diminueront sensiblement en nombre et, dans maint endroit, sans doute, le père de famille se verra enlever la possibilité pratique d'envoyer son enfant à l'école catholique.

Sa liberté est-elle lésée ? Incontestablement, s'il juge l'instruction congréganiste indispensable à la formation intellectuelle de son enfant, et c'est son droit.....

— Le *Peuple* s'est clairement exprimé (7 novembre 1911) :

..... Il serait absurde de subventionner les établissements confessionnels; ils est au contraire fort logique et parfait

tement légitime de subsidier des œuvres comme les universités populaires et l'orphelinat rationaliste de Forest.

Vandervelde nie-t-il que les écoles libres rendent aux communes, aux provinces, à l'Etat les plus grands services, dans l'ordre financier ?

— Non, il proclame, au contraire, ces services. Le 21 mai 1911, il écrivait dans le *Peuple* :

Il est vrai que les cléricaux répondent : « Si les écoles congréganistes n'existaient pas, le service de l'enseignement primaire coûterait aux contribuables bien plus encore, puisque tous les enfants qui fréquentent aujourd'hui les écoles des couvents devraient être reçus dans les écoles communales. »

C'est incontestable.

### Les Catholiques et les Ouvriers.

Dans les meetings, libéraux et socialistes clament que les catholiques se désintéressent des ouvriers. Le pensent-ils ?

— Non, car on lit dans le *Peuple* (6 janvier 1911) :

Les œuvres sociales des catholiques belges sont les plus complètes et les mieux agencées qui soient au monde.

M. Donnay, député socialiste de Liège, a dit le 7 février 1911 à la Chambre, à propos de la grève de mineurs liégeois :

Les socialistes ont pris en l'occurrence l'initiative de la conciliation et n'ont trouvé de concours que chez leurs plus grands adversaires politiques : le Gouvernement et le Ministre (M. Hubert) se sont montrés hommes de cœur.

M. Buls, ancien bourgmestre et député maçon de Bruxelles, disait au Congrès des sciences administratives, à l'Exposition de 1910 :

Nous la voyons se réaliser (la solidarité sociale) sous nos yeux, bien plus efficacement, par toutes les œuvres d'éducation et de bienfaisance laïques et religieuses, à l'aide desquelles les classes les plus favorisées travaillent à développer la culture intellectuelle et à soulager les misères des moins favorisés.

## Pourquoi ils « chassent » les Sœurs.

— Le *Peuple* l'a expliqué le 9 février 1911 :

Il n'est rien de plus terrible que la tyrannie du dévouement; c'est la seule qui, d'ordinaire, sans lâcheté, sinon sans faiblesse, détermine l'abdication du sentiment de révolte; il est si difficile de se rebeller contre la main qui panse la blessure ou de s'insurger contre la voix qui console l'âme.

C'est ainsi qu'opèrent les infirmières religieuses à l'hôpital et les missionnaires n'usent pas d'une autre méthode au Congo.

## La guerre aux Religieux et Religieuses.

Les meneurs socialistes traînent dans la boue les religieux et les religieuses. Qu'en pense Vandervelde ?

— Voici l'avis qu'il a exprimé, dans le *Peuple*, le 13 mars 1911 :

Nous ne sommes pas de ceux qui tiennent les religieux et les religieuses pour des fainéants, des inutiles, des parasites, vivant, sans rien donner en échange, aux dépens de la collectivité.

Nous ne faisons aucune difficulté, au contraire, à reconnaître qu'un grand nombre d'entre eux — le plus grand nombre — vivent une vie de sacrifices, de dévouement, d'abnégation, à laquelle il serait souverainement injuste de ne pas rendre hommage.

## Une conversion à l'intolérance.

Vandervelde, le chef socialiste n'a-t-il pas complètement renié ses principes en matière d'école ?

— Il voulait naguère la liberté subsidiaire et la faculté d'enseigner la religion, au gré des pères de famille.

Le 24 juillet 1895, le chef de la gauche socialiste, se rallia à l'amendement Helleputte qui confiait la direction de l'enseignement aux pères de famille élisant la majorité des membres du bureau scolaire. Il réduisait en matière d'enseignement, le droit et le devoir de l'Etat, selon la belle formule de Condorcet, à fixer l'objet de l'instruction et à s'assurer qu'il sera bien rempli. L'Etat

doit déterminer le programme minimum, exiger que le corps enseignant présente des garanties de capacité et de moralité, organiser l'inspection sur des bases sérieuses, fixer un barème de traitement pour les instituteurs, établir l'instruction gratuite et obligatoire. « En dehors de cela, disait M. Vandervelde, autonomie des groupes locaux, maîtres de choisir les instituteurs et d'étendre le programme, notamment en ce qui concerne l'enseignement religieux ».

Le 1<sup>er</sup> juillet 1909, Vandervelde confirma sa pensée à la Chambre :

Nous n'avons pas peur de la liberté subsidiée et nous abandonnons les critiques à ceux qui, ne créant pas d'œuvres, adoptent dans cette question une attitude négative.

D'autres maçons n'étaient-ils pas de cet avis ?

— Féron, député radical de Bruxelles, proposait le 28 juin 1893, à la Ligue de l'Enseignement maçonnique de demander à l'Etat de subsidier toutes les écoles reconnues bonnes, afin que les libres-penseurs pussent aussi avoir leurs écoles.

### L'avis de Socialistes et de Libéraux notables sur les attaques habituelles de leurs partis contre les Catholiques.

Les socialistes et les libéraux disent que c'en est fait du catholicisme. Le croient-ils vraiment ?

— Absolument pas. Le *Peuple* disait le 9 janvier 1911 :

Hélas ! le cléricalisme est une puissance du présent, vivace et vigoureuse....

Il n'est mort nulle part.

L'Eglise de Pierre est un édifice solide, fondé sur le roc des réalités sociales, et tout le vent des systèmes de théologie et de métaphysique n'agit que la girouette, tout en haut de sa tour. Et l'on ne peut que sourire des efforts de toute une école rationaliste soufflant avec acharnement sur la girouette et qui s'imagine bonnement qu'elle va renverser l'édifice.

— Que faut-il penser des injures adressées par les libéraux et les socialistes aux catholiques ?

— La réponse a été donnée par le député socialiste et maçon de Bruxelles, C. Huysmans, au Conseil communal de Bruxelles, dont il est membre, le 24 décembre 1910 (en réponse à une interruption de son collègue Furnémont) :

Si je constate le nombre d'abrutis que je vois dans certains cercles de libre pensée, je dois dire que ce n'est pas de ce côté-là qu'il faut aller et qu'il y a parfois moins d'abrutis parmi les catholiques.

N'est-ce pas un procédé habituel de la presse anticatholique de créer ou d'exploiter des « scandales cléricaux ? »

— Oui. Le 12 mars 1911, l'*Indépendance*, feuille de f. : Solvay, a écrit à ce sujet :

La Chronique estime que les libéraux se perdraient en s'obstinant à manger du prêtre comme des imbéciles. Voilà une idée à laquelle nous applaudissons franchement. Nous pouvons même dire que nous sommes des quelques trop rares journaux de gauche qui dédaignent d'exploiter la rubrique trop facile des « scandales religieux » et qui se refusent à voir dans les faiblesses d'un prêtre autre chose que des défaillances personnelles, n'atteignant en rien l'esprit religieux.

### **Que rapporterait la Victoire du Cartel aux Ouvriers?**

— Le *Vooruit* s'est chargé de le montrer (21 janvier 1911) :

La classe ouvrière est plutôt victime du capitalisme que du cléricanisme.

Supposons un instant que la victoire de l'anticléricanisme soit complète... Supposons que le cléricanisme se trouve par terre..

Le pouvoir civil domine partout; l'Eglise est séparée de l'Etat; les prêtres sont soumis au service militaire comme tout le monde; l'enseignement est laïque et les congrégations sont dissoutes.

Voilà bien de l'anticléricanisme. Nous pourrions, après cela, demander aux anticléricaux : « Mes amis, que voulez-vous de plus ? »

Eh bien, nous déclarons hautement, quant à nous, que cela ne nous satisfait nullement.

Le budget des cultes ne suffira pas pour couvrir les dépenses résultant de l'œuvre de laïcisation. Donc, au point de vue financier, on fera ce que les Français appellent « une opération blanche ».

..... Le capitaliste restera tsar dans sa fabrique. En fait, il n'y aura rien de changé, ni d'amélioré pour les ouvriers, si l'on considère l'importance du problème devant lequel se trouve placée la classe ouvrière.

— Le *Vooruit* (mai 1911) a confirmé ces pronostics en ces termes :

Nous maintenons que l'anticléricisme des libéraux n'est qu'un soporifique pour les ouvriers. Nous le démontrerons.

L'anticléricisme libéral pour les ouvriers se résume ainsi : « A bas la calotte ! » C'est tout ! C'est peu ! Ce n'est rien du tout ! Toutes les calottes seraient à bas demain que nous n'en serions pas plus riches pour cela.

### A quel excès se porte la haine irréligieuse des Libéraux.

*L'Avenir (socialiste) du Borinage* (20 novembre 1911) en montre un exemple entre mille :

On va distribuer cette année pour les enfants des « écoles communales » des vareuses. Les enfants des plus riches et des plus gros propriétaires de la commune, dont les enfants vont à l'école communale, auront leur vareuse. Les enfants des écoles libres (c'est-à-dire les enfants des écoles catholiques), qui ont un père honnête qui descend au fond de la mine ou travaille à l'atelier, pauvre en travaillant cependant, ces enfants-là n'auront pas de vareuse. Des sectaires diront : « Ils n'ont qu'à aller à l'école communale, ils auront des vareuses ! » Pauvre liberté, combien on a déjà commis de crimes en ton nom!.....

N'est-ce pas faire preuve de lâcheté et d'infamie en faisant souffrir des enfants de froid parce que leurs pères et mères préfèrent une école libre ou catholique à une école communale ?

M. Buls, ancien député et bourgmestre de Bruxelles, disait le 25 septembre 1910, dans une manifestation libérale à Courtrai (compte rendu de l'organe anticatholique *Laatste Nieuws*) :

Pour être conséquents, tous les libéraux qui sont employés de l'Etat doivent se refuser à prendre part à des cérémonies religieuses. L'union entre libéraux de toutes nuances est nécessaire pour pousser le cléricalisme dans l'abîme.

